



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Bibliographie

Citer ce document / Cite this document :

Bibliographie. In: Économie rurale. N°120, 1977. Le devenir de l'espace rural - deuxième partie. pp. 63-71;

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1977_num_120_1_2505

Fichier pdf généré le 08/05/2018

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SIGNALÉTIQUE

La liste présentée ci-dessous est réalisée à partir des fiches signalétiques établies par le service de documentation de la Station Centrale d'Economie et de Sociologie rurales de l'INRA ().*

Les articles sont classés selon le cadre suivant :

- | | |
|------------------------------------------------|------------------------------------|
| 1. Recherche - Enseignement. | 13. Sociologie. |
| 2. Economie générale. | 14. Démographie. |
| 3. Gestion et programmation dans l'entreprise. | 15. Histoire. |
| 4. Statistique, méthode et enquêtes. | 16. Croissance et développement. |
| 5. Offre agricole. | 17. Planification. |
| 6. Débouchés - Consommation. | 18. Investissements - Financement. |
| 7. Commercialisation. | 19. Politique agricole. |
| 8. Prix et revenus. | 20. Marché commun. |
| 9. Coopération. | 21. Commerce international. |
| 10. Organisations professionnelles. | 22. Agricultures étrangères. |
| 11. Structures. | 23. Etudes par produit. |
| 12. Institutions - Législation. | 24. Environnement - Ecologie. |
-

1. Recherche - Enseignement.

TIREL (J.C.). — Les comportements socio-économiques des agriculteurs. In : Développement agricole et coopératif par la recherche. — Coop. agric. (274) nov. 1976, pp. 108-114.

Vue d'ensemble des recherches menées au sein du Département d'économie et sociologie rurales de l'INRA.

2. Economie générale.

Classement 1976 des 5 000 premières sociétés françaises et européennes. — *Nouvel Economiste*, déc. 1976, 262 p.

GALULA (A.). — L'euro-marché en question. Mécanismes et problèmes. — *Econ. et Financ. agric.* janv. 1977, pp. 1-29.

Définitions.

De l'euro-dollar à l'euro-marché. Le règne du dollar après la 2^e guerre mondiale.

Les intervenants sur l'euro-marché : Banques, Centres financiers dont les Centres bancaires off shore ou « paradis fiscaux ». Les opérations. Les risques que fait peser l'euro-dollar au système économique occidental.

3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

Produire du lait ou de la viande ? Opinion d'éleveurs sur quelques incitations financières (Plaine de

(*) INRA-Economie, Station d'Economie et de Sociologie Rurales, 6, passage Tetaille - 75014 Paris.

Caen-Mortainais). — Caen, ANERA Cah. (29), juin 1975, 74 p., tabl., graph.

Résultats d'entretiens avec des éleveurs de neuf petites régions de Normandie afin d'étudier les effets des aides financières accordées directement et de savoir si celles-ci avaient atteint leur but d'incitation à la modernisation, à la reconversion et à l'organisation, en particulier par l'adhésion aux groupements de producteurs.

CORDONNIER (P.), ATTONATY (J.M.), GRAND-CLAUDE (L.), GUINET (A.). — Modèles d'analyse d'entreprises de polyculture-élevage bovin. VI. Caractéristiques et possibilités d'utilisation South-East Leinster (Irlande), West Cambridgeshire (Royaume-Uni), Fuenen (Danemark), Schwaebisch-bayerisches Huegelland (R. F. d'Allemagne). - In : Informations internes sur l'agriculture (152), juin 1975, 47 p., stat., carte, tabl.

Les modèles d'exploitations agricoles de type polyculture-élevage bovin pouvant être utilisés en Irlande (South East), Royaume-Uni (West Cambridgeshire), Danemark (Fuenen), Allemagne RF (Schwaebisch-bayerisches Huegelland) : Dépouillement et schéma d'analyse des quatre modèles Albion, Erin, Fuenen, Bayern. Interrogations systématiques de ces modèles pour différents cadres de structures.

4. Statistique, méthode et enquêtes.

LEPRETRE (Ch.). — La concentration des établissements industriels français en 1962 et 1972. - Coll. INSEE (E 43), nov. 1976, 261 pp., tabl., graph.

5. Offre agricole.

BROUSSOLLE (C.). — Demande de porcs et dimension des unités de production porcine. — In : Investir en production porcine, choix et risques économiques. — Paris, ITP, 1976, pp. 37-42, graph. (photocopie).

La mise en place d'unités de production de structures diversifiées confère aux systèmes agro-alimentaires une souplesse qui leur permet de mieux s'adapter aux fluctuations de la demande et aux aléas de la production.

BROUSSOLLE (C.). — Le rôle des groupements de producteurs dans l'ajustement de l'offre et la demande. — B.T.I. (308-309), mars-avril 1976, pp. 160-219, tabl., graph.

Flux et structures de production.

Demande globale et dimension des unités de production.

Diversité des unités de production et capacité d'adaptation des systèmes.

6. Débouchés - Consommation.

SUJOBERT (B.). — Les prix alimentaires en France 1963-1975. Vue d'ensemble sur la période et essai d'explication. Doc. CERC. (28) 1975, pp. 1-58. La variance des hausses des prix de détail des différentes catégories de produits alimentaires en France. Construction d'un modèle explicatif prenant en compte les variables : hausse des prix agricoles à la production, degré de transformation industrielle des produits, part du commerce intégré dans la distribution, réglementation des prix, évolution à long terme de la consommation des ménages.

7. Commercialisation.

PERSUY (P.). — Evolution des relations entre transformateurs, distributeurs et consommateurs. L'intervention de la puissance publique consécutive à la modification de la structure de la distribution alimentaire française. — Rungis, INRA, Lab. de rech. sur les I.A.A., sept. 1976. — 82 p. + 6 p. réf. bibl.

8. Revenu agricole.

LEGRIS (B.), GREINER (P.), Dir. — L'enquête sur les recettes et les dépenses des petites exploitations agricoles. — Cahiers Statist. agric. (30), sept.-oct. 1976, pp. 21-35, tabl.

Présentation méthodologique de l'enquête ERD PEA relative à tous les groupes d'exploitations (OTE-SAU) de moins de 20 ha.

OTE de culture ou d'élevage spécialisé de moins de 5 ha.

Premiers résultats expérimentaux pour 1975 du RBE (Recettes-Dépenses) pour certaines régions de programme ou de départements.

LEGRAND (L.). — Une nouvelle évaluation du revenu agricole ; la base 1971. — Cah. BAC (76/2), juin 1976, pp. 1-13.

Opération « rajeunissement » des séries de comptabilité, utilisation de la base 1971 pour les comptes de l'agriculture 1976.

9. Coopération.

BENETIERE (J.). — Les stratégies coopératives face aux firmes multinationales agro-alimentaires. *Agric. dans le Monde* 25 (4) 1976, pp. 4-20.

PEDERSEN (A.). — Est-il pertinent d'appliquer l'idée de stratégie à la pratique des coopératives vis-à-vis des sociétés multinationales, pp. 21-25.

NOUYRIT (H.). — Politique des coopératives face aux entreprises multinationales dans le secteur agro-alimentaire en France, pp. 26-32.

KARLANDER O. — Sociétés multinationales et coopératives agricoles dans les pays nordiques, pp. 33-40.

RATTIN (S.). — L'indemnité viagère de départ en 1975. — *Cahiers Statist. agric.* (31) nov.-déc. 1976, pp. 1-15, tabl., cartes.

IVD accordées, superficies libérées, utilisation de la SAU libérée, résultats par région de programme et par département.

PINHAS (S.). — Le marché foncier agricole. Premiers résultats pour 1976. *Econ. et Financ. agric.*, janv. 1977, pp. 45-54, graph., tabl., cartes.

Analyse de l'évolution du marché foncier des terres agricoles, 74 et 75, à partir de l'étude faite par la SCAFR.

BUCHOU (H.) et al. — L'installation : ce qu'ils en pensent.

VINCENT (M.H.). — Un jeune s'installe dans le Val-de-Loire : quelques années de difficultés.

BONNEFOND (Ph.). — Analyse typologique des exploitations du réseau d'information comptable agricole. — Grignon, INRA, Lab. d'écon. rur., nov. 1976. — 62 p., tabl.

Comparaison entre la classification traditionnelle et la classification européenne des orientations technico-économiques. Exemple détaillé d'application de la méthode d'analyse factorielle des correspondances.

BRELIVET (M.), GORZA (M.C.), MOLLON (D.), PASQUIER (M.), TAVENNEC (J.-L.). — Les effets du remembrement : conséquences économiques et socio-économiques. — Rennes, ENSA et INRA, Station d'écon. rur., sept. 1975. — 3 vol. dont 2 ann. multipag., cartes, tabl., graph. (Mémoire de fin d'études).

BOISSEAU (P.). — Le travail féminin en milieu rural. Guide d'observation. — Montpellier, INRA, Station d'Econ. et Sociol. rur., nov. 1976, 96 p.

BARTHEZ (A.). — Le travail au féminin. In : Les femmes en milieu rural : leur formation, leur avenir. — Pour (51) nov.-déc. 1976, pp. 18-28.

13. Sociologie.

BOISSEAU (P.). — La participation des agriculteurs français aux programmes de développement économique. — Extr. de : *Sociologia ruralis* 14 (1-2) 1974, rés. franç., angl., all.

La majorité des agriculteurs français est en retard et ne participe pas à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de développement économique pourtant conçus par les responsables de la profession agricole. Celle-ci ignore les structures sociales des communautés rurales ; l'action même des agriculteurs membres des organisations tend à les désintégrer, empêchant la concertation locale et la participation.

14. Démographie.

PAILLAT (P.). — Le vieillissement de la France rurale : intensité, évolution, diffusion et typologie. — In : *Population* (6), nov.-déc. 1976, pp. 1147-1188, tabl. ; rés. fr., angl., esp.

Le vieillissement de la France rurale : Etude faite dans le cadre des cantons ruraux en vue d'approfondir le phénomène dans les zones rurales 1954-1958. Intensité, évolution, localisation, essai de typologie du vieillissement. Un exemple de vieillissement en France (D. Dordogne).

PETIT (F.E.). — La population agricole au recensement de 1968. Etude régionale. — INRA, *Econ. et Sociol. rur.* — Paris, juillet 1976, 201 p., cartes, tabl., stat.

Analyse des principales caractéristiques de la population agricole de la France dans les 22 régions de programme à travers les données du recensement général de la population de 1968.

16. Croissance et développement.

BERKOL (F.N.). — Les catastrophes naturelles : une variable négligée des stratégies de développement national. — In : *Revue internationale des sciences*

sociales. Vol. : 28 (4) 1976. Vers un nouvel ordre économique et social international ; pp. 796-802. L'impact des catastrophes naturelles sur la croissance des pays en voie de développement : Le problème de l'évaluation de leur coût.

SALMON-LEGAGNEUR (.), BAILLY (.) Rapp. — Rapport du groupe « coopération avec les pays en voie de développement » à la commission de la recherche du 7^e Plan. — Progrès scientif. (183) juillet-août 1976, pp. 5-6.

I — Objectifs et évolution de la politique de la recherche.

II — Bilan critique des actions du 6^e Plan.

III — Les grandes orientations à développer du 7^e Plan.

MALASSIS (L.). — Agriculture et développement méditerranéen. — Econ. mérid. (94) 2^e trim. 1976, 12 p., tabl., réf. bibl.

Géopolitique méditerranéenne, développement global et développement rural.

FEDER (E.). — Les aspects négatifs de l'agro-industrie étrangère dans les pays du Tiers Monde. — In : Problèmes économiques (1500), 8 décembre 1976. Numéro spécial. Pays en voie de développement ; pp. 11-14.

(Ceres, juillet-août 1976).

Le rôle négatif des firmes multinationales des pays industrialisés opérant dans les secteurs agricoles des pays en voie de développement : Elimination des vestiges d'une agriculture familiale, épuisement accéléré des ressources naturelles.

18. Financement.

RAINELLI (P.), LEON (Y.). — Les avoirs financiers des agriculteurs. — In : Bulletin de conjoncture régionale, région de Bretagne - 1975, pp. 1-20, stat., tabl.

Etude de trois types d'avoirs financiers détenus par les agriculteurs d'Ille-et-Vilaine, les placements sous forme de bons, les comptes sur livret et les avoirs en compte courant : Présentation générale des résultats et mise en évidence de l'influence de la taille des exploitations, de l'âge du chef ainsi que de la localisation.

LEON (Y.), RAINELLI (P.). — Les difficultés de financement des agriculteurs dynamiques de Bre-

tagne. — Extr. de : Norois (87) juillet-septembre 1975, pp. 482-488.

Etude de l'endettement des agriculteurs à partir d'un échantillon de 43 exploitations d'Ille-et-Vilaine, conduites par des agriculteurs dynamiques. Eléments disponibles pour l'étude : l'évolution du produit et du revenu ; le capital et son financement ; l'évolution de l'endettement.

19. Politique agricole.

L'Etat et la politique agraire en Europe. Présentation des politiques agricoles de douze pays de l'Est et de l'Ouest. — Econ. et Soc. 10 (7-8), juillet-août 1976, pp. 1343-1652.

MOLLARD A., MOUNIER A. — L'Etat : de l'industrialisation à la régression de l'agriculture. La politique agricole française 1945-1972. — Econ. et Soc. 10 (7-8), juillet-août 1976, pp. 1469-1491, graph.

20. Marché commun.

Vers un équilibre sur le marché laitier. Programme d'action 1977-1980 en vue de l'établissement progressif de l'équilibre sur le marché laitier. — Nouv. Polit. agric. commune (6), août 1976, 19 p., graph., carte.

SCHOEPE (M.). — Auswirkungen von Wechselkursänderungen, Währungsausgleich und unterschiedlichen Preissteigerungsraten auf die Weltbewerbsposition einzelner EG-Länder in Agrarbereich. (Effets des variations des cours du change, des compensations monétaires et des divers taux de hausse des prix sur la position concurrentielle des pays de la CEE dans le secteur agricole). — München, Institut für Wirtschaftsforschung, IFO studien zur Agrarwirtschaft (15), 1976, 87 p., tabl., graph., réf. bibl.

21. Commerce international.

LOYGUE Rap. — Les négociations commerciales multilatérales. Av. R. Cons. écon. soc. (4), 17 février 1977, pp. 120-205.

22. Agricultures étrangères.

Le problème de la viande en URSS. — In : Le courrier des pays de l'Est (203), janvier 1977, pp. 49-53, stat.

Le problème de la viande en URSS : Evolution du cheptel par espèce 1971-1976. Production, consommation, distribution, prix de détail. Exportation, importation. Malgré de fortes subventions, l'offre ne parvient pas à satisfaire la demande.

GUERRERO (B.A.). — La hacienda précapitaliste en Amérique Latine : le cas de l'Equateur. — Etudes rurales (62), avril-mai 1976, pp. 5-38, tabl., réf. bibl., rés. fr., angl.

La hacienda précapitaliste des hauts plateaux des Andes en Equateur : Etude traitant des conditions d'existence et de reproduction du point de vue économique, politique, idéologique, de la forme de production de la hacienda à l'intérieur de la structure capitaliste globale du pays.

23. Etudes par produit.

BOULET (D.), LACOMBE (Ph.), LAPORTE (J.-P.), LIFRAN (R.). — La question viticole. Essai d'analyse économique. — Montpellier, INRA-ESR, sér. Et. et Rech. (24), sept. 1976, 110 p., graph., tabl., réf. bibliogr.

Structure de production. Les couches sociales. Les transformateurs, courtiers. Négoce et distribution. La consommation : facteurs d'évolution de la consommation. Perspectives à moyen terme pour les vins de table, A.O.C., V.D.Q.S.

LAVIGNE (S.), ARNAUD (C.), BERGER (A.), TARRASSUK (M.). — Le vignoble des Côtes du Rhône. — Institut national de la recherche agronomique. Econ. Sociol. rur., Paris, janvier 1977, 113 p., tabl., fig., ann., réf. bibl.

Le vin des Côtes du Rhône : Etude des 3 secteurs constituant la chaîne viti-vinicole.

La production et ses composantes physiques, humaines et réglementaires. La transformation et les agents économiques transformateurs. La distribution et les différents distributeurs, originalité de ce secteur. La chaîne viti-vinicole de 1900-1975 ; modifications des trois secteurs liées à l'évolution de la consommation et du marché des AOC français. Rôle de l'interprofession.

HAIRY (D.), PERRAUD (D.). — Problèmes d'organisation de l'économie laitière. Fasc. 1. Etudes régionales, les bassins laitiers du nord-est de l'est-central. — Institut national de la recherche agronomique. Econ. Sociol. rur., Paris, 1976, III-303 pages. Carte, stat., tabl.

Economie du lait, problèmes d'organisation dans deux régions françaises, le nord-est et l'est-central. Historique des organisations professionnelles, de l'interprofession et de la coopération agricole qui, dans le nord-est, ont marqué les conditions de vente du lait par la généralisation de l'économie contractuelle. Analyse de ces relations entre secteurs de production et de transformation. L'est-central : analyse globale de la filière gruyère, maintenant concurrencée par la production industrielle d'emmental dans l'ouest. Situation de crise du marché et difficultés de mise en place de l'interprofession.

DUBOS (J.), FERRAND (J.J.). — Les structures de la production et de la distribution du vin en France et leur évolution. Toulouse, INRA, Lab. d'écon. rur., janv. 1976, 2 vol., 39 p. + ann. (Rapport rédigé à la demande du Groupe de Travail « Vin » du 7^e Plan).

LISTE D'OUVRAGES RECENTS

1. Recherche - Enseignement.

ARNON (I.). — Planification et programmation de la recherche agricole. — Rome, FAO, 1976, XI-126 pages, tabl., réf. bibl.

Etude des méthodes proposées pour évaluer les projets de recherche, leur présentation dans un langage à la portée du biologiste : Formulation des objectifs et affectation des crédits à la recherche agricole. Compétences et procédures en matière de politique scientifique. Méthodes d'évaluation proprement dites : PPBS, graphe de l'INRA.

3. Gestion et programmation dans l'entreprise.

VAN COURT HARE, Jr. — L'analyse des systèmes, outil moderne de gestion. Trad. de l'angl. — Paris, Dunod, 1972. — XVII-558 p., tabl., graph., réf. bibl.

4. Statistique, méthode et enquêtes.

CARLES (R.), BONNEFOND (.), MILLET (.) et al. — Réseau d'information comptable agricole 1974. Résultats des entreprises adhérentes. — Ministère de l'Agriculture, SCEES, INSEE. — 206 p., tabl., graph.

14. Démographie.

JEGOUZO. — Evolution de la démographie en milieu agricole. In : Guide agricole Philips, 1977, pp. 157-167, tabl., graph.

15. Histoire.

BONNET (J.C.), DONTENWILL (S.), ESTIER (R.), GOUJON (P.). — Histoire des paysans français du XVIII^e siècle à nos jours. — Roanne, Editions Horvath, 1976, 551 p., phot., pl., stat., tabl., cartes, réf. bibl. — Sociétés et civilisations.

SOBOUL (A.). — Problèmes paysans de la révolution (1789-1848). Etudes d'histoire révolutionnaire. — Paris, F. Maspero, 1976, 447 p. Textes à l'appui série histoire contemporaine.

Recueil d'articles sur le problème paysan dans la révolution bourgeoise en France : Réflexions générales sur la loi historique de transition du féodalisme au capitalisme moderne. Etude des aspects particuliers tenant à la structure spécifique de la société française avant 1789 : propriété et documents fonciers ; prélèvement féodal, communauté rurale, révolte paysanne. Comparaisons avec les problèmes agraires d'autres pays.

16. Croissance et développement.

FAO, Rome. — Etude prospective pour le développement agricole des pays de la zone sahélienne 1975-1990. — Rome, FAO, 1976. — 2 vol., 238 + 83 pages, tabl., graph., carte.

FUNEL (J.M.). — Le développement régional et sa problématique étudiés à travers l'expérience de Tahoua (Niger). — Paris, Ministère de la Coopération, 1976. — 336 p., graph.

(Méthodologie de la planification, 9).

17. Planification.

CHERVEL (M.), LE GALL (M.). — Manuel d'évaluation économique des projets. La méthode des effets. — Paris, Ministère de la Coopération, 1976. VII-204 p., tabl., graph., réf. bibl.

(Méthodologie de la planification, 10. Etude effectuée par la SEDES).

19. Politique agricole.

COLSON (R.). — Un paysan face à l'avenir rural. La JAC et la modernisation de l'agriculture. — Paris, EPI, 1976, 319 p., réf. bibl.

Un paysan face à l'avenir rural, un hommage à René Colson : Recueil de textes 1942-1950 abordant les problèmes de l'agriculture centrés sur la politique agricole et sur les débats du mouvement paysan. La JAC depuis sa création, les objectifs de ce mouvement.

MINISTERE DE L'AGRICULTURE. DPMEE. — Inventaires des aides nationales françaises. — Paris, 1975. — 317 p. + ann. 12 p.

Fiches signalétiques indiquant l'intitulé de l'aide, le mécanisme d'intervention, le coût total par année budgétaire, etc.

Fruits, ananas, noix, châtaigne, pruneau, légumes, pommes de terre, tabac, lin, chanvre, houblon. Elevage, bovin, ovin, porc, caprin, cheval, dinde, aviculture. Forêt, lavande. Sucre. Céréales, semence, vin, boisson alcoolisée.

24. Environnement - Ecologie.

FLEURY (A.), MOLLARD (A.). — Agriculture, système social et environnement. — Grenoble, IREP-CNEEJA. — Juillet 1976, 327 p., tabl., graph. (Contrat Cordes n° 501974).

Prise en compte tardive des conséquences néfastes qu'entraîne l'évolution des activités agricoles, due aux techniques agricoles modernes sur l'éco-système. D'où la nécessité d'une planification de l'environnement. Mais la technique est toujours le produit d'un système économique et social. Son contenu et sa logique d'évolution seront par conséquent différents selon les systèmes économiques et sociaux adoptés. Analyse historique des différents systèmes sociaux et leur mode spécifique de gestion des agro-systèmes d'une part, et étude du modèle capitaliste de production agricole et alimentaire. Les effets écologiques engendrés par l'évolution actuelle de ce mode capitaliste de gestion des activités agricoles.

FREMONT (A.). — La région, espace vécu. — Paris, P.U.F., 1976, 223 p., cartes, réf. bibl. — Sup le géographe. Vol. : 19.

La région, espace vécu par les hommes : Aide de certaines méthodes des sciences humaines pour la géographie. Evolution de la région traduisant la mutation des rapports entre les hommes et les lieux. Espace soumis aux impératifs du fonctionnel. L'aménagement du territoire, débat plus politique que technique.

BIBLIOGRAPHIE ANALYTIQUE

Placide RAMBAUD. — *Sociologie rurale, recueil de textes*.
Ed. Mouton, Paris, La Haye, 325 p.

« Le principal thème d'étude de la sociologie rurale pourrait être tragique : les agriculteurs, majoritaires dans le monde, sont « accusés » d'être trop nombreux et on ne leur permet pas de résoudre de façon durable le problème de la faim... ils sont, par ailleurs, la catégorie sociale où il y a le plus de pauvreté accumulée ». Cette phrase liminaire situe bien les perspectives de celui qui s'est chargé de présenter ici les travaux réalisés dans de nombreux pays.

Ces morceaux choisis ont pour objet d'introduire une investigation plus circonstanciée et sont une anthologie des problèmes soulevés par les sociologues. Qu'est-ce qu'une société rurale, en particulier dans les pays socialistes qui ont tenté de l'intégrer au système économique global ? dominée, stable, créative dans l'infinie variété des paysages construits, en transformation continue, associant village et travail agricole pour constituer un puissant régulateur économique, voire politique... Mais aujourd'hui, cette société se restructure sur une trame qui n'est plus celle du canevas territorial, sa cohésion de voisinage se détruit, les agriculteurs se professionnalisent, acquièrent une capacité politique nouvelle, mais demeurent dans un statut d'infériorité imposé. Parfois, seule leur reste ouverte la voie des nombreuses révoltes paysannes qui jalonnent l'histoire récente.

« L'étonnante histoire des sociétés rurales n'est pas achevée... avec l'accroissement des techniques, avec un enrichissement souhaité et inévitable, elles sont des creusets pour inventer des essais de vie et de travail, où des groupes s'élaborent librement dans une possible expression de soi-même » (p. 23).

60 textes, répartis en 7 grandes parties, abordent les transformations continues des sociétés rurales, la mémoire collective et la création, le travail agricole comme fondement, le village comme organisation durable, les conflits engendrés par la propriété foncière, la mobilité sociale et les politiques agraires. Ces exposés débouchent sur quelques problèmes mal connus : la mort, la fête, la pauvreté, les clans sociaux, le vide social, les révoltes, la religion et les politiques, la maison comme société en miniature, la culture rurale enfin.

C'est un ouvrage de chevet à méditer... il est également précieux par une abondante bibliographie classée par pays.

Ph. Mainié

OCDE. — *Etude des tendances de l'offre et de la demande alimentaire des principaux produits agricoles*.

Cette étude fait ressortir notamment qu'au cours de la période étudiée les pays industrialisés resteront la principale source de produits agricoles à l'exportation, tandis que la situation des pays en développement restera critique. Ces besoins d'importations des pays de l'Est constitueront, dans ces conditions, un élément critique de l'équilibre des marchés.

Cette étude, qui a été entreprise en 1974, répond aux préoccupations suivantes :

— l'insuffisance des approvisionnements alimentaires d'un certain nombre de pays en voie de développement parmi

les plus pauvres et les plus peuplés, et la crainte de voir le monde incapable d'assurer son alimentation dans un avenir prévisible ;

— l'instabilité des marchés, phénomène inhérent aux produits agricoles mais qui, à partir de 1972, s'est manifesté par des fluctuations que le monde n'avait pas connues depuis 25 ans ;

— l'augmentation du coût de la production alimentaire qui semblait marquer la fin de la longue période de stabilité relative du coût des facteurs de production et des prix à la production, et qui s'ajoutait aux graves problèmes d'inflation dans tous les pays de l'OCDE.

Contrairement à certains rapports précédents, l'étude ne consiste pas en une collection de projections chiffrées. Bien que les chiffres n'en soient pas absents, la discussion des tendances probables est essentiellement d'ordre qualitatif. L'étude ne vise pas seulement à tenter de prévoir, dans l'hypothèse de la poursuite des politiques existantes, ce que pourrait être la situation dans 10 ou 15 ans, mais aussi de montrer ce qui pourrait se passer entre-temps. En ce sens, elle offre une certaine perspective pour les actions destinées à résoudre des problèmes plus immédiats.

En premier lieu sont analysés les principaux facteurs influençant l'offre et la demande ainsi que leurs interrelations, puis les résultats de l'analyse régionale et enfin les résultats de l'analyse par produits.

L'analyse a porté essentiellement sur les évolutions probables dans les principaux pays producteurs, consommateurs et commerçants du monde, en raison des incidences internationales qu'elles pourraient avoir, en particulier sur l'agriculture des pays de l'OCDE. Une place importante est faite à l'Union Soviétique dont on a mesuré, ces dernières années, l'effet des achats sur le marché international ; au vaste marché chinois qui pourrait demeurer largement autarcique ; au Brésil où le développement spectaculaire de productions comme le soya, modifie déjà sensiblement la structure des échanges internationaux.

Selon les conclusions de l'étude, l'instabilité des marchés agricoles pourrait s'aggraver si des mesures correctives adéquates ne sont pas prises. Les courants d'échanges devraient être principalement influencés par trois facteurs : le rythme de l'augmentation de la production dans les pays de l'OCDE qui excédera dans de nombreux cas la consommation intérieure ; le degré de réussite de la politique agro-alimentaire dans de grands pays consommateurs comme l'URSS, et la mesure dans laquelle les pays en voie de développement parviendront à satisfaire par leur propre production une part croissante de leurs besoins.

L'étude analyse un certain nombre de moyens pour parer à l'instabilité des marchés : politiques de stockage, meilleure information économique, contrats pluriannuels d'achat et de vente ou autres formules donnant des assurances à moyen terme aux pays exportateurs et importateurs. En ce qui concerne les pays en voie de développement, elle souligne que la satisfaction de leurs besoins n'ira pas sans une convergence d'efforts sans précédent de la part des pays intéressés eux-mêmes et de celle des pays riches, qu'ils appartiennent ou non à l'OCDE.

ETUDES JURIF. — *La notion d'évasion fiscale internationale dans la C.E.E.*, collection fiscalité des revenus et des sociétés, dirigée par P. FONTENEAU (51, av. Victoria), 144 p.

Les chefs d'entreprises désirent mieux connaître ce qu'ils peuvent ou ne peuvent pas entreprendre en matière de bénéfices, ainsi que les mesures employées par les Etats pour lutter contre l'évasion fiscale. Celle-ci repose sur des transferts destinés à diminuer les revenus lourdement imposés, soit avant, soit après distribution des bénéfices. Dans le premier cas, on minore artificiellement le chiffre d'affaires ou les charges par des transferts entre des entreprises ayant des liens de dépendance. Le bénéfice se trouve ainsi localisé là où la firme le désire : redevances et rémunérations de service offrent des possibilités de transfert extrêmement larges. On peut également soustraire des bénéfices par l'écran de sociétés à vocation financière, des holdings, pour lesquels le Luxembourg et les Pays-Bas ont prévu des réglementations particulières.

L'ouvrage expose ensuite comment se fait le rattachement fiscal à un Etat par les personnes physiques ou morales, et comment les divers pays membres de la CEE luttent contre l'évasion fiscale. Mais l'harmonisation des fiscalités se heurte à de nombreuses difficultés, car l'adoption de certains critères défavorise certains pays, en fonction du sens des flux versés par les entreprises : le critère de résidence défavorise les pays débiteurs, celui de la source, les pays créanciers. Une convention modèle a été proposée par l'O.C.D.E. en 1963, fondée sur les notions de domicile et d'établissement stable.

Un petit livre à méditer par les Coopératives françaises.

Ph. Mainié

Ch. SIMON-MATHY. — *Les problèmes du monde agricole belge (1958-1972), perspectives d'une organisation syndicale : l'alliance agricole belge*. Inst. Sc. Pol. et Soc., Louvain, 1976, 274 p.

Cette analyse politique vise à déterminer la rationalité d'un groupe social, les agriculteurs, « à travers ses adresses au système politique ». L'étude se limite aux demandes présentées par le syndicalisme agricole plus précisément aux discours du président d'un des trois syndicats belges, d'obédience chrétienne. Ce reflet « officiel » des rapports entre cette organisation et les pouvoirs publics montre bien l'idée qu'elle se fait de ses relations avec la société englobante. « Qu'entre ce tableau officiel et la réalité interne vécue par le groupe, il puisse y avoir des distorsions, (...) c'est un autre problème ». Dommage tout de même de ne pas connaître l'envers de la situation.

L'analyse de contenu des discours permet de repérer trois grandes périodes, situées autour de la crise de l'été 1962 et du renforcement du cadre européen et de la construction communautaire. Ces textes portent un projet et des valeurs, qui éclairent une certaine rationalité.

Pour mieux la comprendre, les auteurs ont utilisé une enquête faite en 1971 par la CEE, sur l'opinion des Européens vis-à-vis du Marché commun. Le sous-échantillon belge (159 agriculteurs sur 1 422 personnes) a été analysé de façon approfondie.

Tout comme chez nous, on ne parle jamais de lutte des classes, mais de « nous » (les agriculteurs) et tous les autres (ils, on, certains milieux, ...). A aucun moment du discours, l'AAB ne parle de disparités internes entre les agriculteurs, entre « gros » et « petits ». La problématique syndicale ne souligne que les disparités externes. Les disparités internes transparaissent cependant en filigrane, mais l'AAB n'en fait pas mention pour des raisons de stratégie syndicale.

Les risques encourus par l'agriculture belge avec le Marché commun, constituent la deuxième ligne de force. Si les agriculteurs belges, au départ, ont été favorables à la CEE, avec l'espoir d'écouler leur production de plus en plus abondante, les risques de la concurrence des pays partenaires ont été très vite perçus. L'expérience du Bénélux les avait d'ailleurs préparés à mesurer l'effet des distorsions dans les conditions de commercialisation, face aux fortes positions hollandaises.

Pour le syndicat, le ministre de l'agriculture devrait être un médiateur privilégié. N'est-il pas ambigu d'en faire ainsi plus qu'un juge et arbitre, un partisan ?

L'opinion publique est le jury de ce tribunal : l'AAB l'a vite compris, en ayant la préoccupation constante de l'informer, de s'en faire entendre et comprendre et de trouver en elle une puissante alliée. C'est l'élément privilégié de sa stratégie. Voilà une forte différence avec la situation française.

Attachée au libéralisme et réclamant un interventionnisme marqué, l'idéologie de l'AAB contient ainsi un curieux mélange de conservatisme et de jacobinisme. Un certain renouveau des mentalités se fait jour aujourd'hui, grâce à une meilleure expansion de la « base », ces gens qui sont privés à la fois de l'avoir, du savoir et du pouvoir. Quelle en sera la portée... attendons le prochain ouvrage...

Ph. Mainié

G. JEGOUZO et J.-L. BRANGEON. — *Les paysans et l'école*. Cujas, Paris, 1976, 287 p.

Le coût de l'éducation comprend non seulement les frais de scolarité, mais aussi le revenu non gagné par le jeune qui s'absente à l'école. La concurrence entre celle-ci et l'exploitation agricole a toujours été vive. Depuis 1950, les paysans n'ont plus confiance dans l'avenir de l'agriculture. Le patrimoine légué ne permet plus aux enfants des petits et moyens paysans de succéder à leurs parents. Beaucoup d'entre eux les obligent à partir.

Les niveaux de qualification s'élevant, même en agriculture où l'apprentissage dans la famille, sur le tas, est devenu insuffisant, l'obligation scolaire et sa prolongation, en 1953, imposent un changement d'attitude aux familles paysannes. Compétence technique et complexité de la gestion font penser qu'une instruction prolongée est devenue nécessaire.

Mais l'école joue un rôle spécifique vis-à-vis de la paysannerie : elle légitime certes l'intégration des enfants de petits et moyens paysans à la société industrielle, mais dans un double sens : n'intégrer les jeunes que dans les clans populaires non agricoles et consolider ainsi l'ordre social actuel. Par ailleurs, former une nouvelle paysannerie, peu nombreuse, mais dominée sur le plan culturel, car toujours moins pourvue de capital scolaire.

Relégation des enfants de paysans, élimination massive de l'enseignement supérieur, inégalités d'accès et de réussite, retard de l'équipement scolaire, échecs et élimination à cause du coût de la scolarisation, finalement restriction des choix scolaires, tous ces points sont approfondis. Les auteurs vont plus loin, puisqu'il y a pour eux « dépaysement » avec permanence des structures sociales.

Le bilan de la scolarisation est triple : les jeunes d'origine agricole font partie des plus éliminés du savoir, ils sont expulsés de l'agriculture et ceux qui restent sont privés d'épouses ; ils demeurent, hors de l'agriculture, relégués dans les catégories sociales les plus modestes.

L'école fonctionne-t-elle contre les paysans ? Le tarissement de la paysannerie n'est-il pas évité uniquement par le fait qu'elle retient ceux qui échouent à l'école ?

Un livre passionnant et sérieux. Il aurait toutefois été intéressant de comparer les résultats de l'enseignement primaire classique (public ou privé) avec ceux des maisons familiales d'apprentissage rural : quand des paysans (moyens probablement) prennent en main un système très original d'alternance, n'obtiennent-ils pas des résultats surprenants sur le devenir culturel et professionnel de leurs enfants ?

Ph. Mainié

C. MOUGENOT et M. MORMONT. — *Modes d'urbanisation et milieux sociaux*. Fond. univ. luxembourgeoise, Arlon, 1976, 47 p.

Cette typologie d'unités administratives (communes) utilise une méthode graphique astucieuse de diagonalisation des matrices pour opérer un double classement, celui des groupes d'individus (communes) et celui des indicateurs sociaux économiques les plus typiques.

L'objectif est de mesurer les divers modes de réaction, différenciés à l'urbanisation. Celle-ci ne peut finalement être conçue comme un phénomène uniforme, mais comme un ensemble de transformations : les rapports entre ressources, les modes de production, les structures sociales, les thèmes culturels se combinent de façon spécifique pour constituer des entités diverses : l'appréciation qu'on en peut donner varie selon les individus : telle petite ville est étrangère et froide pour un villageois, représente un flot séduisant pour d'autres, n'est qu'un gros village pour l'habitant d'un centre plus important.

Les auteurs mettent ainsi en évidence des modes d'urbanisation spatialement différents, caractérisés par des indicateurs également différents. On a même l'impression de voir leurs rôles se partager, ce qui les renforce dans leur position respective, par exemple : d'un côté, activités tertiaires et couches supérieures, de l'autre, activité industrielle et population ouvrière.

Ph. Mainié

A. PROVENT et F. de RAVIGNAN. — *Le nouvel ordre de la faim, révolutions paysannes*. Seuil, Paris, 150 p.

Les paysans du Tiers Monde et ces paysans des villes, que sont les masses urbaines non intégrées par un emploi stable, sont les plus exploités de l'humanité. La méfiance envers l'utopie d'un nouvel ordre économique mondial signifierait-elle que « toute pensée politique doit rester confinée dans la stricte objectivité scientifique ? ... de sorte que les problèmes épineux de la croissance de la famine, les analyses scientifiques ne vont guère plus loin que la simple constatation des impasses du Tiers Monde ».

Ce petit livre documenté, sérieux, courageux et passionnant entre au cœur des relations entre sociétés capitalistes et Tiers Monde : les impasses industrielles ont débouché sur l'illusion urbaine et « la divergence fondamentale » entre les intérêts de quelques-uns, nantis et possesseurs du pouvoir, et la plupart des autres (p. 35).

La paysannerie, aussi bien dans son activité économique que dans sa culture, est « assassinée » : « en Afrique, à la campagne, on meurt en silence, mais la menace de famine dans les grandes villes inquiète. L'école même n'enseigne rien de la situation concrète des ruraux, elle est, pour celui qui reste à la terre, l'école de l'impuissance ».

Une passionnante comparaison (p. 64) entre un village de la zone cacaoyère entré dans l'économie d'échange du Sud Cameroun, et un village voltaïque, où le coton est d'extension plus récente, montre ceci : dans le premier, les revenus monétaires sont certes trois fois plus élevés que dans le second, les cases y sont tôlees, les enfants savent lire, mais les maladies (paludisme, vers) et une alimentation déficiente y sont aussi répandues que dans le second. Qui plus est, dans ce dernier, les échanges des paysans avec les artisans continuent d'exister, toute une économie locale fonctionne et le pouvoir d'achat y est finalement équivalent à celui du premier village. Il semble même qu'il y fasse meilleur pour vivre.

« L'accroissement du revenu monétaire par la croissance des productions d'exportation va ainsi remarquablement de pair avec la détérioration des niveaux de vie paysans ».

L'autre voie ? il y a celle de la Chine qui va à l'encontre des voies tracées par les révolutions bourgeoises de l'Occident, capitaliste et socialiste, car ces dernières ont été « l'œuvre de partenaires de l'économie urbaine ».

Qu'advierait-il si les révolutions paysannes prenaient corps et si le « travailler-manger » devenait l'objectif prioritaire du Tiers Monde : le travail utilisé sur place, un artisanat développé, une industrie fondée sur les richesses nationales, « voilà qui signifierait tourner le dos à l'économie coloniale, renoncer aux illusions monétaire, industrielle et urbaine ».

On lira avec curiosité et passion l'annexe « Prendre la daba, ou le rôle des intellectuels » (p. 143). Peu d'entre eux ont su expliquer pourquoi le fer de cet instrument est si incliné et le manche si court... et ce serait bien nécessaire, car la fonction utile d'un intellectuel, « avant de prétendre apporter à telle ou telle pratique des modifications, c'est entreprendre cette découverte lente, patiente et respectueuse de la culture à laquelle il a affaire ».

Ph. Mainié